

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi soir, 22 novembre 2017

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**30 2017.RRGR.137 Motion 036-2017 Knutti (Weissenburg, UDC)
Stop à l'affaiblissement des préfets et des bureaux du registre foncier**

N° de l'intervention: 036-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.03.2017
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Schwarz (Adelboden, UDF)
Berger (Aeschi, UDC)
Egger (Frutigen, pvl)
von Känel (Lenk i.S., UDC)
Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 23.03.2017
N° d'ACE: 881/2017 du 30 août 2017
Direction: Direction de la justice, des affaires
communales et des affaires ecclésiastiques

Stop à l'affaiblissement des préfets et des bureaux du registre foncier

Le Conseil-exécutif est chargé de:

1. ne pas poursuivre la centralisation des bureaux régionaux du registre foncier lors des futures réformes, mais de les maintenir et de les renforcer dans tous les arrondissements administratifs, en particulier les deux agences d'Interlaken et de Frutigen;
2. ne pas poursuivre la centralisation des préfectures lors des futures réformes, mais de les maintenir et de les renforcer dans tous les arrondissements administratifs.

Développement:

La mise en œuvre de la réforme des districts en 2010, lors de laquelle les 26 districts ont été remplacés par cinq régions administratives et dix arrondissements administratifs, n'a apporté que peu d'éléments positifs. A la même occasion, les 13 bureaux d'arrondissement du registre foncier, répartis en 13 sites, ont vu leur nombre réduit à cinq bureaux régionaux et deux agences (Frutigen et Interlaken).

Les tâches des arrondissements administratifs sont la surveillance de la justice administrative de première instance vis-à-vis des communes, la coordination en cas de catastrophes, l'octroi de permis de construire, la police des constructions et enfin la médiation. Les bureaux du registre foncier fournissent localement de nombreuses prestations relatives aux terrains et aux bâtiments et se chargent de beaucoup de tâches qui s'y rapportent. Quotidiennement, un grand nombre de personnes viennent poser des questions au bureau du registre foncier ou demandent à consulter des plans ou des extraits du registre foncier. On peut ainsi résoudre bien des querelles de voisinage. En ce qui concerne la compétitivité des villes et des communes, la question se pose toujours de savoir si les structures administratives communales existantes permettent de satisfaire aux exigences qui y sont liées. La théorie de la centralisation ne permet pas de conclure clairement à un avantage. Les tâches mentionnées plus haut sont encore d'une grande importance pour le canton et devraient être préservées. Avec la réforme, les économies promises n'ont pas pu être réalisées et le «service public» s'est vu réduit.

Selon les dires, une nouvelle réforme de centralisation des préfectures et des bureaux du registre foncier est prévue par le Conseil-exécutif après la réforme des Directions. Nous sommes d'avis qu'il ne faudrait pas à nouveau réduire le nombre de ces bureaux. Avec la réforme des districts de 2010,

on a procédé à de gros investissements mais, comme déjà mentionné, sans pouvoir réaliser d'économies. A court terme, une nouvelle centralisation entraînerait de nouvelles suppressions d'emploi dans les régions rurales. Pour la population, la limite absolue de la centralisation est atteinte: de nouvelles suppressions ne seraient guère comprises quelques années seulement après la dernière réforme. Les préfectures et les bureaux du registre foncier jouent un rôle important dans leurs régions et doivent absolument être maintenus tels quels et renforcés.

Motivation de l'urgence: en raison des incertitudes quant aux offices cités, l'urgence est demandée.

Réponse du Conseil-exécutif

Aucune centralisation ni aucun regroupement des préfectures ou des bureaux et agences du registre foncier ne sont prévus pour l'instant (pas plus que dans le programme d'allègement 2018).

Le Conseil-exécutif estime qu'il est de son devoir de veiller en permanence à ce que les tâches publiques soient accomplies de manière économe et efficiente. Il relève aussi des tâches permanentes du gouvernement et de l'administration de réfléchir (notamment sur mandat du Grand Conseil qui a approuvé plusieurs interventions parlementaires en ce sens) à la façon d'accomplir leurs devoirs au mieux en termes de gestion et, le cas échéant, de mettre à profit les potentiels d'économie. Il ne faut pas non plus perdre de vue que la numérisation croissante et le développement continu de l'offre que l'administration propose sous forme électronique (cyberadministration) permettent de toujours mieux garantir une proximité avec la population qui n'est plus strictement liée à la répartition géographique et à l'implantation des services, mais qui découle de l'utilisation d'instruments et de méthodes contemporains, ce qui s'inscrit justement dans le droit fil des pratiques de la jeune génération.

Evidemment, le Conseil-exécutif est pleinement conscient de l'importance d'une proximité «classique», qui remplit un mandat de service public au niveau régional, ainsi que de la responsabilité économique du canton en tant qu'employeur. C'est pour cette raison que plus de 60 pour cent des postes à plein temps¹ de l'administration décentralisée de la JCE (1024) sont répartis dans les régions et arrondissements administratifs, hors du Grand Berne². A ce nombre s'ajoute celui des ecclésiastiques (458 postes à plein temps³) qui, actifs sur tout le territoire cantonal, sont aujourd'hui encore employés par le canton. La forte représentation des collaborateurs de l'administration cantonale en dehors de la ville de Berne (quelque 42 % des 10 941 postes à plein temps⁴) devrait rester l'une des caractéristiques essentielles de la structure administrative. Il s'avère toutefois qu'un nombre toujours plus grand de clients de l'administration cantonale, de citoyens et de citoyennes notamment, privilégie la rapidité de traitement des affaires et la disponibilité des services si possible à toute heure du jour et de la nuit à une proximité strictement géographique. Les statistiques confirment même que la demande de traitement électronique des tâches l'emporte progressivement sur la possibilité de se rendre à un guichet dans de nombreux cas.

Point 1

Pour des raisons d'économie et de réalisation sur les plans de la législation et de l'organisation, il est judicieux d'examiner toutes les options dont celle de la fermeture des agences d'Interlaken et de Frutigen, qui impliquerait une centralisation du bureau du registre foncier de l'Oberland à Thoune.

La fermeture de deux sites ou plus entraînerait une concentration modérée des bureaux du registre foncier et impliquerait qu'il n'y aurait plus besoin de tenir un journal, une comptabilité, un guichet et une permanence téléphonique (services de renseignements) pour autant de sites. La réglementation des suppléances, la création de centres de compétences chargés de tâches spéciales ainsi qu'une application uniforme du droit s'en verraient simplifiées. La conduite des bureaux régionaux du registre foncier par le Directoire serait elle aussi facilitée, puisque leur taille et leur structure seraient comparables. Ce qui aurait pour conséquence de renforcer les bureaux restants. Néanmoins, le Conseil-exécutif tiendra aussi compte, lorsqu'il procédera à une appréciation d'ensemble, des charges d'organisation, de la diminution des postes de travail dans les régions périphériques et des craintes du personnel à cet égard, ainsi que de l'amoindrissement de la flexibilité qui découleraient

¹ Postes à plein temps au 31 décembre 2016, postes d'apprentis et de stagiaires compris.

² Le Grand Berne comprend la ville de Berne et les communes limitrophes de Bremgarten, d'Ittigen, d'Ostermundigen, de Muri-Gümligen et de Köniz.

³ Postes à plein temps au 31 décembre 2016, postes de stagiaire compris.

⁴ Postes à plein temps au 31 décembre 2016, postes d'apprentis et de stagiaires compris, hormis les postes d'aspirants de la Police cantonale.

de l'agrandissement des unités administratives. Les coûts d'une réorganisation, engendrés notamment par le développement du site accueillant le regroupement ne seront pas non plus oubliés. Vu le degré d'informatisation atteint dans le domaine du registre foncier, la perte de proximité avec les habitants découlant de la centralisation modérée précitée devrait objectivement être acceptable. Dans le cadre du programme d'allègement 2018, le Conseil-exécutif a donc identifié différents champs d'activité susceptibles de présenter un potentiel d'optimisation. A cette occasion, il ne s'est pas opposé à une éventuelle réorganisation des bureaux du registre foncier et des offices des poursuites et des faillites et a décidé de lancer des projets concrets pour étudier le potentiel d'optimisation de ces domaines.

Point 2

Les mêmes considérations d'ordre économique peuvent aussi s'appliquer aux préfectures. Celles de plus petite taille sont déjà fortement sollicitées, vu leur effectif limité, par le volume et la complexité des tâches à accomplir. Les mesures internes que le Directoire des préfectures a prises offrent, aujourd'hui, la possibilité d'atténuer les pics de travail en favorisant l'entraide des dix préfectures. A cet égard, le Directoire des préfectures et le gouvernement doivent analyser périodiquement les questions liées aux sites, à l'organisation, aux coûts ainsi qu'aux besoins en termes de politique régionale et – lorsque cela est à la fois possible et judicieux – procéder à des améliorations. Le Conseil-exécutif part du principe que les dix préfectures continueront de jouer un rôle charnière important entre la population, les collectivités de droit communal et le canton. Il ne peut cependant pas être d'emblée exclu que la forme actuelle des régions et arrondissements administratifs et, partant, le nombre de préfectures soient remodelés.

Ces délibérations ne pourraient en quelque sorte pas être menées lors de prochaines réformes si la motion était adoptée; cela reviendrait en fin de compte à interdire toute réflexion autour de la question. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 30. Wir haben am Montagmorgen entschieden, Traktandum 30 heute zu behandeln. Es geht um die Motion Knutti «Regierungsstatthalter und Grundbuchämter nicht weiter schwächen». Grossrat Wüthrich stellt einen Ordnungsantrag. Zu diesem Geschäft wurde bereits ein Ordnungsantrag gestellt, nämlich auf Verschiebung des Vorstosses. In der Zwischenzeit haben sich die Dinge jedoch verändert. Wir haben die Details zur Haushaltsdebatte gesehen. Deshalb bin ich bereit, den Ordnungsantrag anzunehmen. Ich erteile Grossrat Wüthrich das Wort.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir haben am Montag darüber gesprochen, ob wir die Debatte zu dieser Motion im Rahmen der Haushaltsdebatte führen wollen oder im Rahmen der Geschäfte der JGK. In der Zwischenzeit haben wir die Fahne zur Führung der Diskussion von nächster Woche erhalten. Dabei haben wir festgestellt, dass für die Debatte zur dezentralen Verwaltung, für welche die Motion von Grossrat Knutti ursprünglich traktandiert war, noch andere Anträge zum selben Thema vorgesehen sind. Diskutieren wir heute über die Motion Knutti, so diskutieren wir anschliessend noch einmal über dasselbe wie in der Haushaltsdebatte zur dezentralen Verwaltung. Darum hat sich für mich die Situation seit Montag verändert. Ich möchte dem Rat die Möglichkeit geben, sich noch einmal zu äussern, ob wir wirklich zweimal über das Thema der dezentralen Verwaltung sprechen wollen, oder ob wir das Thema zusammenfassen, wie wir auch schon andere Geschäfte zusammengefasst haben. Deshalb möchte ich nochmals den Antrag stellen und darüber abstimmen, ob wir heute über die Motion Knutti diskutieren oder später im Rahmen der Haushaltsdebatte, wie es in der Fahne Nummer 2 zur Haushaltsdebatte vorgesehen ist. Ich habe kein Problem, egal wie Sie entscheiden. Ich werde der Motion zustimmen. Dies ist nicht der Hintergrund. Ich finde das Zusammenfassen hinsichtlich der Effizienz des Rats sinnvoll. Wir sind zeitlich in Verzug, und deshalb sollte der Rat noch einmal darüber abstimmen.

La présidente. Es liegt ein Ordnungsantrag vor. Obwohl wir schon einmal darüber gesprochen haben, kann man ihn damit begründen, dass in der Zwischenzeit ein anderer Inhalt vorhanden ist. Bezüglich der Voten kann ich mir vorstellen, Grossrat Knutti das Wort zu erteilen und die Diskussion anschliessend für die Fraktionen zu öffnen.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Für mich hat sich am Antrag von Grossrat Wüthrich nichts Wesentliches geändert. Am Saldo verändert sich nach wie vor nichts. Zwar besteht ein Antrag von Grossrat Alberucci, aber wir haben am Montag entschieden. Deshalb sollten wir die Motion jetzt so behandeln, wie sie vorliegt, anstatt sie wieder zu verschieben.

La présidente. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrätin Amstutz.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Ich kann mich dem Votum meines Vorredners nur anschliessen. Ich finde es ein bisschen bemühend, wenn wir etwas beschliessen und anschliessend wieder darauf zurückkommen. Für mich hat sich nicht viel geändert. Betrachten wir den Antrag, so besagt dieser klar, dass er als Traktandum 30 behandelt wird und nicht im Rahmen des Entlastungspakets. Zudem ist der zuständige Regierungsrat anwesend. Deshalb möchte ich beliebt machen, den Ordnungsantrag abzulehnen.

La présidente. Den zuständigen Regierungsrat werden wir auch in der Finanzdebatte bei uns haben. Wir achten darauf, dass die betroffenen Regierungsräte jeweils anwesend sind. Ich sehe keine weiteren Wortmeldungen. Somit kommen wir zur Abstimmung über den Ordnungsantrag. Wer den Antrag von Grossrat Wüthrich, das Geschäft in die Haushaltsdebatte zu verschieben, annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (motion d'ordre Wüthrich [Huttwil, PS])

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 53

Non 87

Abstentions 8

La présidente. Sie haben den Ordnungsantrag abgelehnt mit 53 Ja- zu 87 Nein-Stimmen, bei 8 Enthaltungen. Das heisst, dass wir den Vorstoss jetzt behandeln. Ich erteile das Wort dem Motionär, Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Mit der Bezirksreform im Jahr 2010 sind die bisherigen 26 Amtsbezirke in fünf Verwaltungsregionen und 20 Verwaltungskreisen zentralisiert worden. Die damaligen Kreisgrundbuchämter wurden im gleichen Zug von 13 Standorten auf fünf regionale Grundbuchämter Bern, Nidau, Courtelary, Wangen an der Aare, Thun und zwei Aussenstellen in Frutigen und Interlaken reduziert. Ich wurde Anfang Jahr informiert, dass sich die beiden Aussenstellen Frutigen und Interlaken einer Überprüfung unterziehen lassen müssen. Dabei soll geprüft werden, ob diese Standorte noch gerechtfertigt sind oder eben nicht. Eine allfällige Schliessung der beiden Standorte werde in Betracht gezogen. Ich erlaube mir darum, Ihnen kurz die wichtigsten Argumente darzulegen, weshalb ich der Meinung bin, dass wir unsere Regierungsstatthalterämter und Grundbuchämter nicht weiter schwächen sollten.

Es geht um die Erhaltung von 28 Arbeitsplätzen in Frutigen und Interlaken, sowie um vier Ausbildungsplätze für Lehrlinge an den genannten Standorten. Für mich eines der wichtigsten Argumente: Im Zug der Reform im Jahr 2010 hat man am Standort Frutigen einen Umbau für 2,53 Mio. Franken getätigt. Für den Standort Interlaken konnte ich dies nicht genau herausfinden. Vielleicht weiss es Grossrat Graf. Ich habe einfach mitbekommen, dass der Umbau dort über 1 Mio. Franken gekostet haben soll. Ich weiss nicht, ob diese Zahl korrekt ist. Bitte behaften Sie mich nicht darauf. Das Ziel dieser Umbauten war es, die genannten Ämter längerfristig zu sichern. Es ist doch nicht nachhaltig, wenn wir nach nicht einmal sieben Jahren – oder zehn Jahren bis 2020 – eine Verlegung nach Thun erwägen. Dort müssten wieder Investitionen getätigt werden, um die genannten Arbeitsplätze zu sichern. Die Erkenntnisse aus der Bezirksreform von vor sieben Jahren haben gezeigt, dass der tatsächliche Spareffekt ausgeblieben ist. Der Mehrwert ist an einem kleinen Ort zu suchen. Die Theorie der Zentralisierung lässt keine eindeutigen Rückschlüsse auf die Vorteilhaftigkeit zu.

Der Kanton Bern steckt viel Geld in die Standortförderung, um Firmen in die Region zu locken. In Interlaken besteht ein Entwicklungsschwerpunktplan, und dort sollen Arbeitsplätze angesiedelt werden. Dazu fliessen Gelder von Bund und Kanton. Auf der anderen Seite werden in diesem Fall Ar-

beitsplätze abgezogen. Die Verteilung der Arbeitsplätze unserer Verwaltung zeigt auch ein deutliches Bild. Wir haben im Grossraum Bern 58 Prozent der 10 941 Arbeitsplätze. In Biel sind es 7,3 Prozent, in Langenthal 1,4 Prozent, in Thun 5 Prozent, in Interlaken 1,8 Prozent, in Spiez 1,3 Prozent und in Frutigen 0,4 Prozent.

Mit der Sicherung der Arbeitsplätze im ganzen Kanton Bern können wir auch Pendlerströmen entgegenwirken und damit den öffentlichen Verkehr (ÖV) und die Strassen entlasten. Mit der heutigen Digitalisierung ist es problemlos möglich, Arbeitsplätze im ganzen Kanton Bern anzubieten. Die Digitalisierung ist momentan schweizweit ein grosses Thema, wie wir gehört haben. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort auch, dass der Organisationsaufwand mit grösseren Einheiten zunähme. Weiter erwähnt er den Verlust von Arbeitsplätzen in den Randregionen und dass die damit verbundenen Ängste beim Personal ernstgenommen werden müssten. Auch wären in diesen Regionen Ortskenntnisse gefragt, die die Geschäftsbearbeitung vereinfachen würden. In diesem Sinn bitte ich Sie im Namen von 40 Oberländer Gemeinden und den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, diese Motion zu unterstützen.

La présidente. Als nächste Rednerin spricht Grossrätin Speiser als Mitmotionärin.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Grossrat Knutti hat so ziemlich alles gesagt, was uns bewegt. Ich möchte einfach einen Satz wiederholen, den wir heute beim Thema SARZ diskutiert haben: «den ländlichen Raum nicht weiter schwächen». Genau das ist das Anliegen solcher Vorstösse. Grossrat Knutti hat uns erläutert, wie die Arbeitsplätze der kantonalen Angestellten verteilt sind. Der Bezirk Obersimmental-Saanenland wurde nicht erwähnt. In Frutigen arbeiten 0,4 Prozent der kantonalen Verwaltungsangestellten. Bei uns sind es deutlich weniger. Wir haben im Moment lediglich noch den Regierungsstatthalter und das Betreibungs- und Konkursamt. Darüber werden wir beim Entlastungspaket auch noch diskutieren.

Wenn man schon zentralisieren will, sollte man den Mut haben, die Gesamtkosten zu betrachten. Was bedeutet es, wenn die Arbeitsplätze immer mehr ins Zentrum verlegt werden? Dies betrifft die Ebenen des ÖV, der Staus auf den Strassen oder des Verlusts von Arbeits- und Ausbildungsplätzen in Randregionen. Es bedeutet auch, dass die Jugendlichen einen weiteren Arbeitsweg in Kauf nehmen müssen, um überhaupt einen Ausbildungsplatz zu finden. Es wurde bereits gesagt, aber ich möchte gleichwohl daran erinnern: Wo hat man eigentlich bei den letzten Zentralisierungen gespart? – Nirgendwo. Betrachten wir doch einmal, wie viele Kredite wir in dieser Session bereits gesprochen haben. Mir ist bewusst, dass es nur Rahmenkredite sind. Für Rahmenkredite im Bereich ICT beschliessen wir fast 70 Mio. Franken. Liebe Kolleginnen und Kollegen, vielleicht sollte man noch dafür sorgen, dass die ganzen Investitionen und Planungen nicht nur in der Stadt und den Agglomerationen erfolgen. Vor dem Hintergrund der Digitalisierung kann man sehr gut etwas zentralisieren, es aber dezentral anbieten. Wir können die Digitalisierung nicht aufhalten. Ich denke, man könnte mit der Annahme dieser Motion endlich einmal ein Zeichen zugunsten des ländlichen Raums setzen. Genau dieser kann diese Aufgabe sehr gut erfüllen. Ich danke Ihnen, wenn Sie diese Motion unterstützen.

La présidente. Als Mitmotionär spricht Grossrat Egger.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Auch mir liegt etwas an dieser Motion. Darum möchte ich auch noch zwei, drei Dinge dazu sagen. Zentralisierungen der Verwaltung stellen immer ein wenig das gleiche Problem dar: Randregionen und Stadt. Am Anfang seiner Antwort schreibt der Regierungsrat, die Zusammenlegung dieser Ämter sei nicht im Rahmen des Entlastungspakets 2018 geplant. Aber in den weiteren Ausführungen heisst es, aus betriebswirtschaftlichen Gründen könnte man die Zentralisierung von Interlaken und Frutigen nach Thun doch noch prüfen. Darüber mache ich mir schon Gedanken. Angesichts der heutigen Digitalisierung bin ich strikt der Meinung, man könnte die Zentralisierung gewisser Arbeiten auch in die Randregionen verlegen. Auf diese Arbeitsplätze sind wir angewiesen, und wir könnten noch mehr gebrauchen. Hinzu kommt, dass man einen Teil der Pendlerströme umkehren könnte. Das hätte auch Wirkungen. Der Kanton Bern stellt viel Geld zur Standortförderung von Firmen im Oberland zur Verfügung. Es klingt dann schon eigenartig, wenn der Kanton an der Rentabilität seiner Dienststellen in diesen Gebieten zweifelt. Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen. Diese ist wichtig für das Oberland.

La présidente. Als weiterer Mitmotionär spricht Grossrat Schwarz.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich werde nicht wiederholen, was Grossrat Knutti, Grossrätin Speiser und Grossrat Egger ausführlich dargelegt haben. Ich möchte Ihnen eine Geschichte erzählen aus der Zeit, als ich dem Gemeinderat angehörte. Das liegt länger zurück als 2010. Vielleicht könnte sich das zuständige Amt an das zurückerinnern, was früher schon geschah, und dass man solche betriebswirtschaftlichen Überlegungen gar nicht anstellen muss. Ich war im Gemeinderat, als die Zivilstandsämter noch in jeder Gemeinde ansässig waren. Die Gemeinde stellte ihnen gratis ein Zimmer zur Verfügung. Die jeweiligen Gemeinden stellten ebenfalls die Infrastruktur wie Büromöbel und anderes zur Verfügung. Danach kam es zur Zentralisierung in Frutigen. Was war das Erste? Es brauchte einen Chef. Vorher gab es keinen Chef. Der Chef wurde in eine höhere Lohnklasse eingereiht. Weiter bedurfte es eines Stellvertreters, der mehr verdiente als zuvor ein normaler Zivilstandsbeamter. Bereits auf dieser Ebene kam es zu einer enormen Erhöhung der Kosten. Die Standortgemeinde war nicht bereit, den erforderlichen Raum in dieser Grösse gratis zur Verfügung zu stellen, wie es die bisherigen Gemeinden getan hatten. Also musste der Kanton neu eine Raummiete bezahlen. Das Gleiche gilt für das Mobiliar. Als der Betrieb aufgenommen wurde, merkte man, dass die vom Kanton angeschafften Schränke nicht feuerfest waren. Mit der Digitalisierung kam die Zentralisierung in Zollikofen. Es gab einen Tag, an dem weder ein Todesfall noch eine Trauung oder irgendetwas anderes vollzogen werden konnte, weil das System kantonsweit ausgefallen war. Dies sind Situationen, die wahrscheinlich Anlass zum Nachdenken geben müssten.

La présidente. Ich erteile das Wort Grossrat Alberucci für die glp-Fraktion.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Die glp hat durchaus Verständnis für das Anliegen der Motionäre, in welchem sich letztlich die Angst vor dem unaufhaltbaren Strukturwandel äussert. Dieser macht auch keinen Halt vor dem Kanton Bern und vor der öffentlichen Verwaltung. Wie Grossrat Knutti gesagt hat, war die vergangene Zentralisierung von 25 auf neun Standorte für gewisse Betroffene wahrscheinlich recht schmerzhaft. Wie ich gehört habe, kann man sich vermutlich darüber streiten, ob der Effizienzgewinn tatsächlich stattgefunden hat oder nicht. Wir müssen uns einfach bewusst sein, dass wir immer noch neun Standorte im Kanton Bern haben, an denen ein Grundbuch geführt wird. Das Rad der Zeit dreht sich weiter. Es entstehen neue Arbeitsformen wie eGovernment, der Umgang mit elektronischen Medien und neue Kommunikationsformen. Das sind riesige, gesellschaftliche Herausforderungen. Wir werden unsere Arbeitsplatzsituationen nachhaltig ändern müssen. Diese Entwicklungen lösen verständlicherweise Ängste in Kreisen der Bevölkerung und bei Mitarbeitenden aus. Diese Entwicklungen sind aber nicht umkehrbar. Bürgerinnen und Bürger in unserem Kanton, private Unternehmen, aber auch der Kanton als Arbeitgeber müssen sich der Entwicklung stellen. Die glp als Zukunftspartei ist überzeugt und zuversichtlich, dass sich der Kanton dieser Entwicklung stellen und das Beste daraus machen wird.

Uns stört an dieser Motion das Zementieren einer Organisationsstruktur von Regierungsstatthalter- und Grundbuchämtern im Berner Oberland. Wir haben durchaus Verständnis, wenn wir hören, dass eine dezentrale Arbeitsform allenfalls billiger sei. Wir sind jedoch dezidiert der Meinung, dass man dies nicht motionieren und scharf zementieren sollte. In diesem Sinn lehnen wir diese Motion ganz klar. Betreffend die Grundbuchämter ist die glp der Meinung, dass aus Bürgerinnen- und Bürgersicht pro Verwaltungskreis ein Grundbuchamt mehr als genug ist. Aus Bürgerinnen- und Bürgersicht sollten fünf Grundbuchämter im Kanton ausreichen. Dazu haben wir im Entlastungspaket bereits eine Planungserklärung unterbreitet. Wir verlieren bei den Grundbuchämtern keine Bürgernähe, wenn wir nur fünf im Kanton haben. Die Grundbücher werden mehrheitlich elektronisch geführt. Hand aufs Herz, wer von Ihnen war in den letzten fünf Jahren jemals auf einem Grundbuchamt? – Wir haben eine Person, aber viele von Ihnen haben die Hand nicht aufgehoben. Ich denke, es ist mehr als vertretbar, wenn man alle paar Jahre einige Kilometer fahren muss. Fragt man die Kreisgeometer, sagen selbst einige von ihnen informell, dass sie in den letzten Jahren nicht auf dem Grundbuchamt waren. Insofern finden wir, dass wir diese Konzentration aus Sicht der Bürger durchaus fordern können und müssen. Sollte sich erweisen, dass die Verwaltung effizienter und günstiger wird – der Regierungsrat wird dazu sicher mit der Zeit auch Datengrundlagen zur Verfügung stellen –, muss man es im Kanton Bern umsetzen.

Nochmals zurück zur Motion: Bitte keine Zementierung eines Status quo. Wir leben in einer Zeit starken Wandels und müssen sparen und optimieren. Bitte lehnen Sie deshalb die Motion ab.

La présidente. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Graf das Wort.

Urs Graf, Interlaken (PS). Nach nicht einmal zehn Jahren seit der Justiz- und Verwaltungsreform wird wieder über eine Zentralisierung in der Verwaltung, insbesondere betreffend die Grundbuchämter in Frutigen und Interlaken und auch betreffend die Regierungsstatthalterämter nachgedacht. Die SP ist nicht gegen die Optimierung von Verwaltungsprozessen. Insbesondere ist der SP durchaus klar, dass die fortschreitende Digitalisierung auch zu sehr schmerzhaften Änderungen und Anpassungen führt. Bevor man aber solche Änderungen angeht, muss man den Nutzen aufzeigen können und die Gefahren abschätzen. Bei diesem Geschäft haben wir eine völlig andere Situation als bei der Justizreform. Bei Letzterer konnte übrigens bis heute der Nachweis nicht erbracht werden, dass diese kostenmässig etwas gebracht hat. Man hat dort zu Recht auf Qualitätsverbesserungen hingewiesen, indem sich die Richterinnen und Richter spezialisieren konnten. Früher war ein Richter auf dem Land Zivil- und Strafrichter. Heute ist eine Spezialisierung möglich. Genau dieses Argument gilt aber bei den Grundbuchämtern nicht. Bei den Grundbuchämtern haben wir bereits Spezialisten. Ich weiss nicht, ob man sich in grossen Ämtern auf gewisse Wegdienstbarkeiten oder auf das Näherbaurecht spezialisieren sollte. – Das ist nicht nötig. Bei den Grundbuchämtern arbeiten erstens Spezialisten, die man nicht zusammenführen muss. Zweitens sind Kosten kein Argument. Frutigen und Interlaken erledigen ihre Geschäfte pro Kopf mindestens so kostengünstig und schnell wie grosse Grundbuchämter. Welche Argumente, ausgenommen den an den Tag gelegten, unreflektierten Zentralisierungswillen, gibt es? Mir fallen nur Gegenargumente ein. Die Räume in Interlaken und Frutigen gehören dem Staat. Wie wir gehört haben, hat man sie aufwendig umgebaut. In Thun müsste man zusätzliche Räumlichkeiten mieten.

Trotz dem Grundstückdaten-Informationssystem GRUDIS gibt es heute noch Kundenkontakte. Ich habe mich erkundigt: In Interlaken sind es sechs bis zehn Kunden pro Tag. Es gibt immer auch Sacharbeiter, die Dienstbarkeiten bereiten und sich mit dem Ortsgebrauch auskennen müssen. In Interlaken betrifft dies eine Stelle. Es wurde auch gesagt, in Interlaken hätten wir ausserhalb des Tourismus nicht viele hochwertige Stellen. Diese geben wir nicht gerne ab. Das ist auch wichtig für die Zivilgesellschaft. Beispielsweise sind zwei Mitarbeitende des Grundbuchamts in Interlaken in einem Gemeinderat tätig und helfen damit der Zivilgesellschaft. Es wurde erwähnt, auf den Grundbuchämtern würden je zwei Lehrstellen angeboten. Zu den Regierungsstatthaltern muss man sagen, dass der Regierungsstatthalter auf dem Land das Gesicht der öffentlichen Verwaltung und demokratisch legitimiert ist. Dies würde ich nicht ohne Not infrage stellen.

Zum Denkverbot: Das Argument hat mich ein wenig erstaunt. Meiner Meinung nach entspricht es eher einem tatsächlichen, selbstaufgelegten Denkverbot, wenn man ohne Reflexion das ewige Lied der Zentralisierung singt. Die Zentralisierung ist nicht immer die beste Lösung. Halten wir uns doch an das in der Schweiz altbewährte Prinzip: so bürgernah wie möglich und so zentralisiert wie notwendig. Die SP-JUSO-PSA ist mehrheitlich für die Motion von Grossrat Knutti.

Martin Boss, Saxeten (Les Verts). Die Motionäre verlangen keine weitere Zentralisierung der regionalen Grundbuchämter, insbesondere der Dienststellen Interlaken und Frutigen, und der Regierungsstatthalterämter. Diese sollen langfristig in den Verwaltungskreisen belassen werden. Die Bezirksreform 2010 hatte eine Zentralisierungswelle ausgelöst. Verschiedene Ämter wurden zusammengelegt und aus den Regionen abgezogen. Dies betraf Gerichte, Waldabteilungen und Grundbuchämter. Dass jetzt Befürchtungen eines weiteren Abbaus in den Regionen im Raum stehen, ist verständlich. Die Regionen wollen weiterhin einen modernen, professionellen Service public. Das heisst, sie wollen Regierungsstatthalterämter und Grundbuchämter in ihrer Nähe haben. Für die Regionen wertvolle Arbeits- und Ausbildungsplätze vor Ort könnten verloren gehen. Die Pendlerströme hin zu den Zentren würden so weiter angeheizt.

Grundsätzlich stellt sich für mich immer wieder die Frage, ob weitere Zentralisierungsmassnahmen einen effektiven Spareffekt haben. Gerade mit dem Argument der Digitalisierung meint der Regierungsrat die Aufgabenteilung zu zentralisieren. Die Digitalisierung und Erweiterung des elektronischen Angebots der Verwaltung kann gerade wegen der Digitalisierung ebenso gut in den Regionen stattfinden. Das ist nämlich eine Chance. Dass die Reform einem Denkverbot gleichkommt und künftige Reformen quasi ausschliesst, finde ich ein bisschen übertrieben. Die Motion hat zum Ziel, bei künftigen Reformbemühungen die Optik insoweit zu schärfen, dass kein weiterer Abbau von Arbeitsplätzen in den Regionen provoziert wird. Viele Oberländer Gemeinden unterstützen die Motion, weil auch sie einen weiteren Abbau des Service public, der Bürgernähe und des Abbaus von Arbeitsplätzen vor Ort befürchten. Sie zeigen sich solidarisch mit den Motionären. Grossrat Knutti hat es gesagt: Es ist schon ein wenig eine verkehrte Welt, wenn der Kanton einerseits kantonale

Entwicklungsschwerpunkte definiert und Arbeitsplätze in den Regionen schaffen will, aber andererseits bereit ist, Arbeitsplätze aus den Regionen abzuziehen.

Innerhalb der grünen Fraktion sind wir uns nicht ganz einig. Die Mehrheit ist der Meinung, dass es keine weiteren Regulierungen braucht; wir haben aber durchaus Verständnis für die Motionäre. Deshalb wird die grüne Fraktion die Motion grossmehrheitlich ablehnen, aber es wird auch vereinzelte Ja-Stimmen geben.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Ich kann an das anschliessen, was viele Vorredner bereits treffend gesagt haben. Namentlich hat Grossrat Graf vieles gesagt, das wirklich bedacht werden muss. Was mir noch einige Sorgen bereitet – und das spüre ich einfach –, ist das Unbehagen im ländlichen Raum. Gerade wenn wir aus grösseren Ortschaften stammen – dazu zähle ich mich auch –, müssen wir uns bewusst sein, dass es im ländlichen Raum wie zum Beispiel im Oberland Gegenden gibt, welchen das Gericht verloren gegangen ist, und auch der Regierungsstatthalter ist nicht mehr dort. Ebenso fehlen das Betreibungsamt, das Grundbuchamt, die Spitalabteilung, die Waldabteilung, das Zeughaus, die Post, Banken und Versicherungen. Ich sehe die Motion auch in diesem Zusammenhang. Das Unbehagen, das ich wahrnehme, muss uns auch als Kantonsparlamentarier zu denken geben. Bei der beschriebenen Entwicklung erstaunt es nicht, dass gewisse Reflexe und auch Feindbilder entstehen können. Bei manchen sind die Städte – möglicherweise auch zu Unrecht – solche Feindbilder. Dies bereitet mir persönlich Sorgen. Deswegen bereitet es mir Sorgen – und dies sage ich auch als Thuner Stadtpräsident –, wenn man Thun mit negativen Assoziationen in Verbindung bringt im Sinne von: nicht alles muss nach Thun verlegt werden. Unser Ziel als Städter ist es überhaupt nicht, den ländlichen Regionen alles wegzunehmen. Das macht auch nicht Sinn. Grossrat Graf hat dies gut dargestellt. Es ist nämlich nicht nachgewiesen, dass die Kosten insgesamt nach einer Zentralisierung günstiger werden. Wenn wir damit den Zusammenhalt in unserem Kanton gefährden, fallen auch die Kosten, die man nicht unbedingt berechnen kann, noch einmal viel grösser aus. Aufgrund dieser und weiterer Überlegungen wird die SVP-Fraktion diese Motion einstimmig unterstützen. Wir glauben, dass weitere Zentralisierungen, insbesondere bei den Regierungsstatthaltern, einfach nicht richtig sind. Es wurde bereits angesprochen – und ich möchte auch noch darauf hinweisen –, dass die Regierungsstatthalter gerade auch im ländlichen Raum eine wichtige Ombudsfunktion erfüllen, die wir nicht vernachlässigen sollten. Danke.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Nichts ist so konstant wie die Veränderung. Stellen Sie sich vor, es dürfte nichts mehr verändert werden. Innert kürzester Zeit müsste man eine Motion einreichen, damit Anpassungen, Veränderungen und Entwicklungen vorgenommen werden könnten, aber nicht Veränderungen um der Veränderung Willen. Dort, wo es Sinn macht, dürfen Veränderungen nicht verhindert werden. Wenn wir den Text dieser Motion betrachten, können wir dem ersten Satz vorbehaltlos zustimmen: «bei künftigen Reformen [...] nicht weiter [...] zentralisieren [...]» Wenn mit Zentralisierung eine Konzentration in der Stadt Bern, also im Zentrum, gemeint ist, können wir das Anliegen sofort unterstützen. Allerdings folgen noch zwei weitere Forderungen unter diesem Punkt: «in sämtlichen Verwaltungskreisen [...] belassen [...]» Die dritte Forderung nenne ich einmal «Lex Frutigtal». Einer derart absoluten Forderung können wir nicht zustimmen. Besonders in der heutigen, schnelllebigen Zeit müssen wir offen bleiben für Veränderungen.

In Zeiten knapper Finanzen darf die Verwaltung nicht aussen vor gelassen werden. Bei jeder passenden und unpassenden Gelegenheit fordern wir in diesem Saal eine Reduktion in der Verwaltung, einen Abbau bei den Stellen in der Verwaltung, Kosteneinsparungen usw. Wenn es aber die eigene Region betrifft, stellen wir uns gegen jegliche Veränderung. Es hat mich einigermaßen erstaunt, dass der Motionär Grossrat Knutti bei einem späteren Traktandum, dem Entlastungspaket, einen Abbau von 3 Prozent der Kaderstellen fordert. Selbstverständlich habe ich zwischen den Zeilen gelesen, dass dies nicht das Simmental oder das Frutigland betrifft, sondern das Emmental, das Mittelland, das Seeland oder eben die Stadt Bern. Das ist ja klar.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, die Welt dreht sich weiter. Der Service public ist heute nicht mehr der gleiche wie vor zehn oder zwanzig Jahren. eGovernment schreitet weiter voran. Die virtuellen Schalter machen auch vor der Kantonsverwaltung nicht halt. Die persönlichen Kontakte bei den Regierungsstatthalterämtern, aber besonders bei den Grundbuchämtern haben sich stark verändert. Nur noch wenige Bürger haben persönlichen Kontakt mit Grundbuchämtern oder Regierungsstatthalterämtern. Das heisst aber nicht, dass alles in der Stadt zentralisiert werden muss. Dagegen wehren wir uns auch. Die dezentrale Verwaltung macht durchaus Sinn. Es ist sicher von Vorteil, wenn die Mitarbeitenden in den regionalen Verwaltungseinheiten die Verhältnisse in den

Regionen gut kennen. Nicht zuletzt auch zur Sicherung der Arbeitsplätze in den Regionen sind dezentrale Verwaltungseinheiten dringend erforderlich. Wir sind aber klar gegen ein Denkverbot oder einen Status quo, sodass alles zementiert werden muss, wie es heute besteht. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion in beiden Punkten grossmehrheitlich ab.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Grossrat Egger und Grossrätin Speiser haben erwähnt, dass die Zukunft digital sein wird. Man nimmt an, dass die entsprechende Entwicklung im Dienstleistungssektor rund einen Drittel der Stellen namhaft verändern wird. In den nächsten zehn bis fünfzehn Jahren wird unsere Dienstleistungssituation im Kanton Bern ein völlig anderes Gesicht erhalten. Wir müssen uns diesen Blick in die Zukunft für unsere Ämter offenhalten. Bei den Banken erlebt man es sehr deutlich. Vor zehn Jahren hätte noch niemand daran denken können, dass es bargeldlose Banken geben wird, und heute wird dies Schritt für Schritt zur Realität. Für uns hat die Motion, über die wir diskutieren, zwei Gesichter. Beim ersten Gesicht geht es darum, die Arbeitsplätze dezentral zu erhalten. Die Sichtweise, die Arbeitsplätze auf dem Land möglichst zu erhalten, unterstützen wir seitens der EVP zu 100 Prozent. Der zweite Punkt besagt exakt, was zu erhalten ist, eben genau in Frutigen. Dies betrifft Dinge, die in naher Zukunft so wahrscheinlich gar nicht mehr sein werden. Deshalb ist es wichtig – so wie wir in der letzten Session den Vorstoss von Grossrat Lanz überwiesen haben –, dass man im Rahmen der Digitalisierung die dezentralen Stellen fördert und dies als Chance sieht. Wir werden mit diesen Veränderungen konfrontiert sein. Ich bin absolut der Meinung, dass in der aktuellen Situation, solange die Stellen sind, wie sie heute sind, nicht viel geschehen wird. Aus genau den von Grossrat Graf erläuterten Gründen wird man nicht teure Investitionen in Thun tätigen, wenn diese kostengünstiger in Frutigen oder Interlaken möglich sind. Einen Ausweg aus diesen zwei Sichtweisen wäre für mich ein Postulat. Aus der einen Sichtweise möchte man eine Zementierung der bestehenden Situation; die andere Sichtweise spricht für eine Erhaltung der Arbeitsstellen. Mit einem Postulat könnte man zum Ausdruck bringen, die Stossrichtung so verfolgen zu wollen. Dagegen würde eine Zementierung der beiden Ämter genau in der Form, wie sie heute existieren, wegfallen. Dies wäre ein Ansatz, den die EVP einstimmig unterstützen könnte.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich nehme es vorweg: Die EDU-Fraktion unterstützt die Motion einstimmig. Gerade die Digitalisierung erlaubt es heute, dass Dienstleistungen unabhängig vom Standort erbracht werden. Am Montag haben wir eine entsprechende Mittagsveranstaltung besucht. Heute kann man den Laptop oder den PC irgendwo einstecken, und dieser läuft überall. Auch dies spricht für dezentrale Standorte. Ein weiterer wichtiger Punkt, den ich hier anführen möchte, betrifft die Regierungsstatthalter als wichtiges und hervorragendes Bindeglied zwischen Kanton, Gemeinden und Bürgern. Sie sind bisweilen auch Vermittler. Sie sind bürgernah, kennen die Verhältnisse und die Leute vor Ort, und bis heute sind sie, sind zumindest bei uns, auch gewisse Autoritätspersonen. Bei Naturereignissen – ich erinnere an den Lawinenwinter, den Sturm Lothar oder Unwetter infolge von Gewittern – braucht es jemanden vor Ort, jemand, der den Ort kennt und weiss, wo sich was befindet. Dabei hilft der digitale Regierungsstatthalter nicht weiter. Deshalb werden wir die Motion unterstützen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Das Leben ist so perfid, dass selten etwas nur schwarz oder nur weiss ist. Fast immer bewegen wir uns in Grautönen. Manchmal ist etwas hellgrau, manchmal dunkelgrau. Das ist auch bei den Begehren der vorliegenden Motion der Fall. Sowohl die Forderungen der Motionäre als auch die Überlegungen der Regierung sind nachvollziehbar. Wir haben in den bisherigen Fraktionserklärungen eine ganze Palette von Argumenten für die Motion gehört. Wir haben auch relativ viele Argumente dagegen gehört. Ich verzichte aus Zeitgründen darauf, auf alle Argumentationen einzugehen, und komme zum Fazit. Wir haben den Vorstoss in der Fraktion sehr eingehend diskutiert. Die Mehrheit der Fraktion wird dieser Motion zustimmen, eine Minderheit wird sie ablehnen.

La présidente. Wir sind bei den Einzelsprechern angelangt. Als Erster hat Grossrat Egger das Wort.

Ulrich Egger, Hünibach (PS). Wir haben den Auftrag, die Debatte möglichst kurz zu halten. Deshalb halte ich mich auch daran. Es ist mir einfach wichtig, dass wir vonseiten der SP auch noch eine zweite Stellungnahme für den ländlichen Raum abgeben. Im ländlichen Raum respektive in den beiden Zentren Frutigen und Interlaken sollen vor allem qualifizierte und hochqualifizierte Arbeits-

plätze erhalten bleiben, solange es diese Stellen noch gibt. Es dürfte kein so grosses Problem sein, mit den modernen Methoden dezentral zu arbeiten. Dies betrifft nicht nur die Digitalisierung, die Arbeitsstellen abbaut, sondern auch die Kommunikation, die dezentrales Arbeiten zum Beispiel über Homeoffice usw. ermöglicht. Auch im Grundbuchamt sollte es möglich sein, dezentral zu arbeiten. Das Problem mit den Pendlerströmen hat Grossrat Egger bereits deutlich geschildert. Dieses wird durch eine Zentralisierung sicher deutlich akzentuiert. Stimmen Sie deshalb dieser Motion zu.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Es ist mir ein Bedürfnis, etwas klarzustellen. In der Diskussion und auch in der Antwort des Regierungsrats ist immer wieder darauf hingewiesen worden, dass es gerade wegen der Digitalisierung nicht mehr unbedingt nötig sei, das Grundbuchamt in der Nähe zu haben. Für die Dienststellen Interlaken und Frutigen stimmt dies kaum. Grossrat Graf hat es bereits erwähnt. Es ist richtig, dass Banken und Notare weniger häufig auf das Grundbuchamt gehen. Früher war ich fast täglich auf dem Grundbuchamt. Heute kann ich den Grundbuchauszug selber ausdrucken. Aber sehr viele Leute haben diese Möglichkeit nicht. Ich kann Ihnen bestätigen, dass die Dienststellen Interlaken und Frutigen immer noch einen regen Publikumsverkehr haben. Diesbezüglich kann man sie auch nicht mit den Grundbuchämtern in den Städten Bern und Thun vergleichen. Weshalb dies? – In den städtischen Gebieten haben wir in erster Linie Einfamilienhäuser, Mehrfamilienhäuser und Gewerbeliegenschaften. Im ländlichen Gebiet haben wir sehr viele landwirtschaftliche Liegenschaften. Bei diesen gibt es immer sehr viele Abklärungen und Nachfragen zu tätigen, vor allem wegen der diversen Dienstbarkeiten wie Wegrechte, Quellenrechte usw. Der Abtreter oder auch der Käufer einer Liegenschaft will diese Dinge häufig vorgängig abklären und macht den Gang zum Grundbuchamt. Auch wenn es um nachbarschaftliche Abklärungen geht, treffen sich die Parteien sehr oft noch in Frutigen oder Interlaken auf dem Grundbuchamt, um Klarheit zu erhalten. Hinzu kommt – viele wissen das nicht –, dass im Frutigtal wie auch im Simmental oder im Oberhasli viele Liegenschaften noch gar nicht vermessen sind. Dies betrifft vor allem Alpen und Weiden. Der Besuch auf dem Grundbuchamt schafft Klarheit für die betroffenen Leute. Und noch einmal: Ich kann Ihnen versichern, dass die beiden Aussenstellen Frutigen und Interlaken immer noch stark frequentiert werden. Wie schon ein paarmal gesagt, geht es auch um den weiteren Stellenabbau in den Randregionen. Dass umgekehrt das Grundbuchamt in Thun aufgehoben und nach Frutigen oder Interlaken verlegt würde, kann ich nicht glauben. Deshalb bitte ich Sie, den Vorstoss zu unterstützen.

David Samuel Stampfli, Berne (PS). Ich dachte, es wäre gut, wenn auch noch ein Vertreter aus der Stadt – und erst noch ein Linker – zu diesem Vorstoss spricht. Um es vorwegzunehmen, Grossrat Knutti, ich werde Ihre Motion unterstützen. Und zwar weil ich es richtig finde, diese Arbeitsplätze zu erhalten. Ich finde es ungeschickt, die Stadt gegen das Land auszuspielen. Das bringt nichts. Deshalb werde ich Ihrem Vorstoss zustimmen. Allerdings finde ich es schade, dass wir diesen Vorstoss jetzt beraten und nicht erst nächste Woche. Es wäre sehr passend gewesen, wenn wir diesen im Rahmen des Abbaupakets beraten hätten. Genau die Sorge, dass die Arbeitsplätze verloren gehen könnten, ist der Grund für die ständige «Abbauerei» und «Sparerei» in diesem Kanton. Einmal betrifft es Arbeitsplätze beispielsweise der Grundbuchämter; es kann das Sozialwesen treffen, es kann Spitäler treffen usw. Wir müssen uns irgendwann überlegen, ob wir in diesem Kanton mit der ständigen «Abbauerei» aufhören wollen, die den Kanton nur kaputtmacht. In diesem Fall hat es Sie getroffen, oder Sie machen sich Sorgen, dass es Sie treffen könnte. Deshalb haben Sie diesen Vorstoss eingereicht, wobei ich finde, er habe durchaus seine Berechtigung. Ein nächstes Mal trifft es vielleicht eine Institution in der Stadt Bern, ein weiteres Mal vielleicht eine im Emmental. Mir ist es wichtig – und dies sage ich als Stadtberner –, dass wir uns nicht gegeneinander ausspielen, sei es wie in diesem Fall bei den Grundbuchämtern, sei es vielleicht beim Tram Region Bern oder bei anderen Fragen. Wir müssen zusammenhalten, sei es als Städter, als Leute vom Land oder als Leute aus der Agglomeration. Nur so können wir den Kanton stark machen. Weil ich überzeugt bin, dass dieser Kanton nur stark ist, wenn wir zusammenhalten, werde ich diesem Vorstoss zustimmen. Aber ich hoffe, dass Sie, Grossrat Knutti, auch Anliegen von mir unterstützen werden!

La présidente. Als Mitmotionärin spricht Grossrätin Speiser.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ich möchte ein paar Antworten zu einigen Aussagen liefern. Zur Aussage von Grossrat Alberucci: Sie haben gesagt: «ein paar Kilometer». Ich weiss nicht, wie gut Sie unsere Region kennen. Zum Beispiel beträgt die Strecke Gstaad–Thun

60 Kilometer. Die Fahrzeit mit dem Auto beträgt 1 Stunde und 10 Minuten. Sie wohnen in Ostermundigen. Wenn es für Sie so klar ist, dass man mit der Zentralisierung fortfahren könnte, würde das nichts anderes heissen, als dass es zumutbar wäre, wenn Sie künftig Ihre Service-public-Dienstleistungen in Aarau beziehen. Mit dem Auto würde die Fahrt 1 Stunde und 20 Minuten dauern. Es wären zwar 80 Kilometer, aber Sie könnten die Autobahn benutzen, während wir natürlich fast keine Autobahn haben.

Danke, Grossrat Graf, für Ihre klare Erklärung dessen, was es heisst, Bürgernähe zu haben. Diese hängt genau mit den Distanzen zusammen, die wir bewältigen müssen.

Zum Thema Zementierung: Was tun wir bis heute? Mit jedem Beschluss zur Zentralisierung zementieren wir die Arbeitsplätze zentral. Oder kann mir hier im Saal jemand ein Beispiel dafür aufzeigen, dass Arbeitsplätze aus der Stadt in den ländlichen Raum verlegt wurden? Ich wäre sehr froh, wenn es diesen Fall gäbe, damit ich davon Kenntnis hätte. Mir ist keiner bekannt. Es wurde noch gesagt, der Vorstoss erlasse ein Denkverbot. Es ist kein Denkverbot. Aber man könnte vielleicht einmal in eine andere Richtung denken. Man sollte nicht einfach immer nur in Richtung Stadt und Agglomeration denken, sondern auch in eine Richtung, die die Existenzen im ländlichen Raum sichert.

Noch ein letztes Wort zur Digitalisierung: Man macht viel Werbung für die ganze Home-Working-Geschichte. Sollte das die Zukunft sein, dann sollte es auch möglich sein, im Service public eine dezentrale Zentralisierung anzustreben.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Meine Geografiekenntnisse des Oberlands sind nicht schlecht. Ich habe die ersten 25 Jahre meines Lebens dort verbracht. Natürlich habe ich betreffend die Geografie recherchiert. Grossrat Knutti als Erstunterzeichner der Motion wohnt in Weissenbühl, pardon in Weissenburg. (*Hilarité*) Wenn er mit seinem Auto oder Lastwagen nach Frutigen fährt, benötigt er gemäss Google Maps 32 Minuten. Fährt er nach Thun, braucht er zwei Minuten weniger, nämlich 30 Minuten. Würde er den ÖV benutzen, dauerte die Fahrt nach Frutigen über eine Stunde und nach Thun weniger als 40 Minuten. Insofern denke ich, dass es aus Sicht der Bürgernähe nicht so schlimm ist, wenn diese Zentralisierung stattfindet.

La présidente. Ich erteile das Wort Regierungsrat Neuhaus.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich danke herzlich für die Möglichkeit, etwas zu diesem Vorstoss zu sagen. Weshalb besteht der Auftrag an die JGK, die Grundbuchämter zu durchleuchten und auf weitere Zentralisierungen hin zu prüfen? Die Regierungsstatthalterämter waren nie das Thema. Ich weiss nicht, woher diese Ansicht stammt. Das ist das eine. Das andere ist ein bestehender Prüfauftrag.

Mir wurde gesagt, wir wären bereits am Umziehen. Das stimmt nicht. Aber im Rahmen des Sparpakets hat der Regierungsrat vieles kritisch betrachtet und hinterfragt, und dies wird er auch weiterhin tun müssen. Der Spardruck lässt nicht nach. Die Demografie spielt auch eine Rolle. Wenn Sie beispielsweise jedes Jahr 10, 20, oder 30 Mio. Franken mehr Ergänzungsleistungen bezahlen müssen – man weiss, dass man zum Beispiel auch aus dem Nationalen Finanzausgleich (NFA) wieder Geld verlieren wird –, bleibt der Spardruck bestehen. Die JGK selber musste in vielen Bereichen zentralisieren. Wir arbeiten immer noch mit der gleichen Anzahl Leute, obschon die Arbeitslast in verschiedenen Bereichen deutlich zugenommen hat. Wohin geht die Reise? Das ist eine gute Frage. Durch die Digitalisierung werden wir moderner. Im Kanton Bern haben wir Terravis und GRUDIS. Das elektronische Grundbuch ist eine Tatsache. Es ist auch eine Tatsache, dass Strukturen immer wieder optimiert werden müssen. Dies ist ein Grundauftrag jeder Regierungsrätin und jedes Regierungsrats. Dabei müssen grundsätzlich die Gesamtkosten betrachtet werden. Man muss aber auch die Standpunkte der Kundinnen und Kunden im Auge behalten.

Der Vorstoss hat zum Inhalt, die Dienststellen des Grundbuchamts in Frutigen und Interlaken zwingend in jedem Fall zu erhalten. Dies ist relativ schwierig. Ich sage nun etwas, das gefährlich ist. Wir planen es zwar nicht, aber ich sage es trotzdem: Man könnte die Leute von Thun zum Beispiel nach Interlaken verlegen. Ich sage es noch einmal deutlich, damit ich nicht gleich wieder die Leute am Hals habe: Das ist nicht geplant, aber man könnte diese Möglichkeit zum Beispiel in Erwägung ziehen. Der Regierungsrat hat in seiner Diskussion klar gesagt, ich müsse die Situation mit den Grundbuchämtern prüfen. Wie sieht die Welt von heute in einem Jahr, in fünf Jahren oder in zehn Jahren aus? Wir wissen es nicht – vielleicht zum Glück. Aber wir müssen die kommenden Herausforderungen annehmen. Aus diesem Grund lehnt der Regierungsrat den Vorstoss ab.

La présidente. Ich erteile das Wort dem Motionär Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich danke Ihnen allen für Ihre Voten und die Unterstützung dieser Motion. Ich hatte das Glück, heute Nachmittag ein sehr gutes Gespräch mit Grossrat Alberucci zu führen. Wir sind uns eigentlich in vielen Punkten sehr einig. Grossrat Alberucci zeigte ein gewisses Verständnis für die Motion. Selbstverständlich darf man auch anderer Ansicht sein. Gestern erhielt ich noch eine E-Mail von einem wissenschaftlichen Mitarbeiter, der mir schrieb, die Digitalisierung werde uns in den nächsten Jahren beschäftigen. Im Kanton Graubünden gibt es ein Pilotprojekt, in welchem geprüft wird, ob man allenfalls mit der Digitalisierung seitens des Kantons Arbeitsplätze im Engadin anbieten könnte. Wir wollen nicht, dass es jetzt zu einem totalen Denkverbot kommt. Die Digitalisierung wird uns in den nächsten vier Jahren beschäftigen. Aber ich wäre froh, wenn wir einen Marschhalt einlegen könnten. Die Ämter, von denen ich spreche, sind für den ganzen Kanton Bern wichtig. Was in zehn Jahren sein wird, weiss man nicht. Deshalb bin ich dankbar, wenn Sie den Vorstoss in dieser Form unterstützen.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion von Grossrat Knutti, «Regierungsstatthalter und Grundbuchämter nicht weiter schwächen». Wer die Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 89

Non 32

Abstentions 22

La présidente. Sie haben die Motion angenommen mit 89 Ja- zu 32 Nein-Stimmen bei 22 Enthaltungen. Nun können wir Regierungsrat Neuhaus verabschieden, und ich wünsche ihm einen schönen Abend. Er kann dann gleich Regierungsrätin Egger, die schon lange wartet, sagen, sie könne hervortreten.

Ich nutze die Zeit, um die Gäste auf der Tribüne zu begrüßen. Ich begrüsse einen Teil der Kandidatinnen und Kandidaten für die Grossratswahlen 2018 des Wahlkreisverbands Seeland-Biel/Bienne. Es handelt sich um Mitglieder der BDP. Sie sind Gäste von Grossrätin Schenk. Herzlich willkommen! (*Applaudissements*)

Weiter gibt es eine Gästegruppe von meiner Seite. Dazu möchte ich rasch zwei Sätze sagen. Als Grossrätinnen und Grossräte werden wir immer wieder an die unglaublichsten Anlässe eingeladen. Wir haben dabei die Möglichkeit, mit Leuten zu diskutieren, Dinge zu sehen, neue Zusammenhänge zu verstehen und andere Orte kennenzulernen. Nun wollte ich einmal umgekehrt vom Grossen Rat aus Gäste einladen. Da ich im Themenbereich der öffentlichen Gesundheit tätig bin – und zwar eher im nationalen Bereich – fand ich, es wäre schön, Gäste aus dem kantonalen Bereich verschiedener Organisationen des Gesundheitsbereichs einzuladen. Deswegen sitzen heute bei uns Vertreter der bernischen Krebsliga, der Lungenliga Bern, des Spitex-Verbands des Kantons Bern, der Rheumaliga, des SRK, der IdéeSport und der Berner Gesundheit. Sie folgen ein wenig den Debatten, und wir treffen sie anschliessend zusammen mit dem Büro des Grossen Rats in der Rathaushalle zu Diskussion und Austausch. Falls Sie – allenfalls die Mitglieder der GSoK – es spannend fänden, am Austausch teilzunehmen, sind Sie herzlich willkommen. Ich danke unseren Gästen für ihr Kommen und freue mich auf die anschliessenden Gespräche. (*Applaudissements*)